



Dans une tribune publiée sur facebook ce 1 novembre, Me Christian Bomo Ntimbane, avocat au Barreau de Paris, se prononce sur les événements malheureux qui se sont déroulés ce jour à l'entrée de la ville d'Ebolowa, précisément au péage d'Abiete, où les militants du MRC, venus en délégations des autres villes du Cameroun, pour prendre part à un meeting de leur parti à Ebolowa, ont essuyé une opposition farouche des forces de sécurité.

Lisons.

NOUS NE LAISSERONS PAS CES HOMMES DU PASSÉ , DETRUIRE L'IMAGE ET COMPROMETTRE L'AVENIR DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION DES ENFANTS DU SUD, DANS LA RÉPUBLIQUE.

J' interpelle une certaine élite politicienne du Sud aux affaires à Yaoundé , pour leur dire que nous autres, ressortissants de cette région du Sud, desapprouvons totalement les actions d'instrumentalisation de nos pauvres populations contre l'opposition. Ce matin , nous avons assisté , une fois de plus à un spectacle d'une indignité absolue.

Des forces de l'ordre appuyées de groupuscules de populations, s'en sont pris aux militants du MRC, au péage d'Abiete, à l'entree de la ville D'EBOWA, au honteux motif proclamé et

entendu, qu'ils n'étaient pas les bienvenues dans cette ville. Des projectiles et des eaux usagées ont même été lancés sur eux, mais heureusement, sans trop de dégâts. Leurs cartes nationales d'identité confisquées, puis remises.

En fin de compte, ces camerounais, militants du MRC, ont été interdits purement et simplement, d'entrer dans la ville D'EBOLWA comme s'ils n'étaient pas dans leur pays. Un des sous-préfets de cette ville et dont le nom va rentrer définitivement dans la poubelle de l'histoire est venu justifier l'interdiction d'entrée en ville des militants du MRC, alors que la constitution camerounaise permet la libre circulation des populations. Il dira que ce sont les populations qui ne veulent pas les voir entrer dans "leur ville", alors qu'au moment où ils sont interdits d'entrer dans la ville, il n'y avait aucune population. Encore que dans la République, l'administration ne saurait tolérer, que d'autres camerounais, empêchent à d'autres, de circuler librement d'une ville à l'autre.

Les populations de ma région font l'objet de manipulations et d'ensemencement de la haine, sous le fallacieux prétexte qu'un certain Nganang, illustre singleton dans ses idées, inconnu de la majeure population bamileke, aurait demandé aux bamilekes de tuer les bulu. Il est constant et évident que les populations du Sud à cause de leur grave état de pauvreté, au dessus de la moyenne nationale, rejettent la gouvernance Rdpc et toutes cette élite égoïste, constituée d'hommes d'une autre époque, sans aucune vision.

C'est cet élan de rejet que ces élites Rdpc redoutent et veulent étouffer par des intimidations contre ceux des bulus qui osent franchir le pas ou alors en appuyant, pour les rassembler, sur les émotions grégaires de la peur des represailles contre les bulu, si Paul Biya, leur frère quittait le pouvoir. Vous avez vu ce qui s'est passé à Sangmelima, les jeunes de cette ville ont justifié leurs actions comme une exaspération contre la mauvaise gouvernance dont leurs élites sont le symbole. En scrutant, ce terme élite, on y voyait la gouvernance Rdpc du coin. Ces élites politiciennes, pour leurs intérêts nombrilistes, ont une peur bleue de la fin du régime qui entraînera leur retraite,

Elles sont prêtes à tout sacrifier, y compris les générations après elles. C'est la programmation d'un déluge et d'un chaos politique du bulu après Paul BIYA. Ces élites, contribuent à nos corps défendants, à donner aux camerounais l'image du bulu, grand tribaliste. Le résultat étant qu'après Paul Biya et son régime, l'avenir politique des enfants BULUS seraient compromis auprès des autres camerounais. Nos enfants n'ont-ils pas le droit de rêver et d'être élus par leurs compatriotes ? Pourquoi cette politique du déluge et le chaos après eux ? C'est sadique !

Pour des décrets et autres petits avantages, il faut sacrifier le bulu. AUJOURD'HUI, même SILENCIEUSES, toutes les autres tribus du Cameroun voient, analysent et tirent les conséquences sur ce qui se passe actuellement au Sud et s'en méfient. Chers politiciens du Rdpc du Sud, savez-vous que c'est à cause de sa neutralité tribale, selon les dires de madame Germaine AHIDJO, femme de l'ex-président Ahmadou AHIDJO, que le choix de lui succéder, a été porté sur le bulu Paul BIYA, au détriment de Samuel EBOUA qui avait des démêlés tribales dans le moungo ? C'est dire que le discours et comportements tribalistes n'ont eu et n'auront jamais d'avenir au Cameroun.

Ceci dit, de plus en plus de voix politiques, vont s'élever dans le SUD, pour dire NON au

massacre de l'image altruiste, généreuse affable et accueillante de l'homme bulu construite et légué en héritage par nos ancêtres et dont de nombreux camerounais en font des témoignages.

Nous nous opposerons à ceux qui veulent nous salir pour la préservation de leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. S'il n'est pas mis un terme à la chasse aux partis concurrents du Rdpc dans le Sud notamment le MRC, il faut bien craindre très prochainement des risques d'affrontements entre bulu du Rdpc et ceux des partis d'opposition qui veulent aussi chercher leurs voies en espérant améliorer en cas de changement politique, les conditions de vie des populations.

Et ce seront ces élites Rdpc qui en porteront la responsabilité . La République du Cameroun a adopté la démocratie et aucun bulu, parce que personne n'est plus bulu qu'un autre ou plus du Sud qu'un autre , n'a le droit d'empêcher à un autre bulu de militer dans le parti de son choix.

Les militants du MRC ressortissants de cette région comme Séverin ANGO, Dr OKO et bien d'autres ont le droit de militer dans le parti de leur choix, sans qu'ils aient à se justifier. Ils n'ont trahi personne et ne doivent rien à personne. C'est la démocratie.

Les partis politiques ne sont pas des associations coutumières ou traditionnelles pour que les frères et sœurs du village, soient forcément des membres. S'il faut même raisonner ainsi, le RDPC n'est d'ailleurs pas le parti des bulus. Le Rdpc est l'appellation qui a succédé à L'UNC créé par Ahmadou Ahidjo. Il est bien dit à l'article 1 des statuts du Rdpc que L'UNC devient le Rdpc.

En droit le changement de nom d'une association ou d'une société ne crée pas une nouvelle personne juridique. D'où vient-il qu'on dise faussement que le Rdpc est un parti du frère bulu ? Dans une république, les partis tribaux sont proscrits. Espérant que ce message sera bien compris, et en ma qualité de membre du mouvement : " Le Cameroun D'abord, mon village Après" , j' appelle nos compatriotes du MRC et aux démocrates camerounais des autres partis de tolérer ce qui s'est passé à EBOLOWA.

Les événements D'EBOLOWA ce jour ne sont pas d'origine populaire. C'est une commande des élites politiciennes occupant des hautes fonctions au sein de l'appareil d'état à Yaoundé. Le Sud profond est ouvert à l'opposition. De nombreux ressortissants de la région du Sud m'appellent, me contactent en masse tous les jours, pour me dire qu'ils ne sont pas d'accord avec les agissements des élites politiciennes du RDPC contre les partis d'opposition. Christian NTIMBANE BOMO Ressortissant de la région du Sud Membre du mouvement : " Le Cameroun d'abord, mon village après